

Politique africaine

APPEL A CONTRIBUTIONS

« Penser les radicalisations religieuses en Afrique »

coordonné par Roland Marchal (CNRS, Ceri-Sciences-Po)

et Zekeria Ould Ahmed Salem (Université de Nouakchott)

Il n'allait nullement de soi de proposer un dossier à *Politique africaine* sur les radicalisations religieuses dans un contexte où le monde académique, les médias et les politiques publiques s'en sont déjà largement saisis. Pourtant, c'est justement cette profusion actuelle de discours et de recherches qui constitue le point de départ de ce dossier. Son questionnement porte sur la manière dont la notion de radicalisation, en l'occurrence en Afrique, est abordée dans le champ des sciences sociales

L'expansion de ce qu'on appelle « terrorisme islamiste » a en effet polarisé le débat public sur « la radicalisation » (Neumann, 2013) et ses dimensions politiques, sociales et sécuritaires (Khorsokhavar, 2014 ; Kepel, 2015). Désormais, le sens de cette notion, familière aux spécialistes de la sociologie politique (Collovald et Gaiti, 2006), s'est modifié et a transformé les enjeux de ses usages dans l'après 11 septembre 2001 (Crettiez, 2006).

Or, dans la période récente, on s'est moins préoccupé de produire des connaissances nouvelles sur le sujet que de s'imposer dans le champ académique et médiatique pour obtenir une reconnaissance politique et scientifique¹. Les ressources générées par les programmes de contre-radicalisation lancés par les gouvernements et les organisations internationales (les fameux CVE : *Countering Violent Extremism*) ont paradoxalement conduit à un usage non critique des notions de « radicalisation » et de « radicalisme », y compris par les sciences sociales. Ainsi, en France, l'initiative Athena d'étude de la radicalisation lancée sous le leadership du CNRS a été présentée comme une occasion de combiner à l'enseignement et à la recherche – vocation classique des organismes impliqués dans ce programme – une sorte de « *community service* » à l'américaine par lequel les sciences sociales françaises pourraient « se rendre enfin utiles » (Athena, 2016) en contribuant à la lutte contre « la radicalisation ». Le resserrement des liens entre recherche et pratique n'est pas sans poser problème en termes d'autonomie de la pensée scientifique, d'une part, mais aussi vis-à-vis de la manière dont celle-ci concourt, en retour, à construire des problèmes jugés prioritaires dans l'espace public.

¹ Voir « Olivier Roy et Gilles Kepel, querelle française sur le jihadisme », *Libération*, 14 avril 2016. Loin d'avoir été cantonnée à la presse parisienne, cette polémique a été répercutée ailleurs. Voir notamment « 'That Ignoramus': 2 French Scholars of Radical Islam Turn Bitter Rivals », *The New York Times*, 16 juillet 2016.

Or, il revient précisément aux sciences sociales de s'interroger sur le sens et le degré d'adéquation de cette terminologie avec les phénomènes sociaux qu'elle vise à subsumer. Par exemple, faut-il traiter ensemble les phénomènes de violence et les dynamiques circonscrites au champ religieux ou culturel ? Faut-il se référer aux catégories émiques ou produire une catégorie générique d'analyse même si les acteurs ne se reconnaissent pas nécessairement dans cette dernière ? Comment peut-on échapper à la « surinterprétation religieuse » des phénomènes politiques sans négliger le phénomène de justification religieuse des violences (Brigaglia, 2015) ?

Le présent dossier cherche à explorer la radicalisation et le radicalisme en Afrique sous la triple forme de la catégorie intellectuelle, de la politique publique et du processus socioreligieux, ainsi qu'à partir des articulations entre ces différents registres. Nous proposons d'aborder la « radicalisation » à travers la manière dont elle se déploie sur le plan social et religieux, structure le débat public, fonde des programmes politiques et exprime des changements sociaux, politiques et religieux, voire affecte la nature de l'État ou les relations internationales des pays africains. L'objectif est d'aborder cette thématique, dans le contexte de l'Afrique, à partir, et surtout au-delà, des études du terrorisme ou du seul cas du djihadisme. Nous faisons l'hypothèse que l'on ne peut pas étudier la radicalisation islamique sans ce jeu de miroir avec les autres formes de radicalisations non-islamiques, voire de co-radicalisations (Pratt, 2015) dans un contexte où, par exemple, des radicalismes violents anti-musulmans (tels les mouvements anti-*Balaka* en République centrafricaine) sont inspirés par des églises du Réveil. Il reste entendu que les fondamentalismes de toutes les religions apparaissent souvent comme des « ennemis complémentaires » (Bayart, 2016). Débouchent-ils pour autant nécessairement sur des violences armées ? Nous voudrions dans tous les cas interroger les écarts entre qualification et réalité empirique en explorant, par exemple, différents qualificatifs locaux : par exemple, pourquoi, au Nigeria, évoque-t-on Boko Haram comme une « secte » ? En général, on doit prendre la mesure de la difficulté à adosser la réflexion sur ce sujet à un travail de terrain dans les contextes marqués par « la menace terroriste » ou les « guerres civiles », en adaptant souvent nos stratégies de recherche (Barkindo, 2016).

L'Afrique a été largement absente de la réflexion récente et du débat public tenu ailleurs, par exemple, sur « le radicalisme islamique » alors qu'elle fournit un cadre analytique d'autant plus pertinent que la France et ses alliés interviennent militairement au nord comme au sud du Sahara au nom de la lutte contre la radicalisation djihadiste. De l'autre, les discours mi-politiques mi-scientifiques sur la radicalisation ont (comme d'ailleurs l'usage des termes indéfinis de « terrorisme » ou d'« extrémisme ») (Sanson et al., 2012) des effets locaux significatifs, au point, d'ailleurs, que certains s'interrogent sur une radicalisation concomitante des États ou de fractions de la société, hostiles à l'Islam ou aux communautés musulmanes². De même, les interventions internationales au Sahel, la mobilisation des pays du bassin du Lac Tchad contre Boko Haram ou la longue guerre contre l'Organisation des jeunes combattants (Shabaab) en Somalie soulignent l'ancrage d'une radicalité proclamée « islamique » par les groupes ou des individus armés.

² On pense ici à l'Éthiopie ou à la RCA en Afrique, mais aussi aux discours occidentaux qui promeuvent aujourd'hui une conception radicale de la laïcité, bien différente de celle qui a prévalu pendant longtemps.

Or, si l’Afrique a plutôt été mise à distance dans la prise en compte politico-scientifique de la « radicalisation », en particulier « islamiste », c’est sans doute pour deux raisons bien discutables, au-delà du fait que ce terme est d’abord associé à l’analyse des « *homegrown terrorists* » en Occident. La première tient à la pérennité d’une certaine vision culturaliste de l’Afrique sub-saharienne liée par exemple à la vieille idée d’un « islam noir » pacifiste (Sanneh, 2016) qui serait rétif à toute radicalisation doctrinale et à toute transformation violente³. Nous savons trop combien une telle vision est teintée d’idéologie et dépourvue de bases historiques sérieuses. La seconde raison, corollaire de la précédente, est celle de la supposée extranéité en Afrique du salafisme djihadiste, entendu ici comme le cadre idéologique permettant de justifier la violence, de l’organiser ou d’en fournir les mots d’ordre et les cibles (Ostebo, 2015b). Pourtant, l’expansion à certaines parties du continent d’un islam littéraliste ne peut s’analyser en faisant fi d’une histoire locale dont les révolutions religieuses font partie (Robinson, 2000 ; 2010 ; Searing, 2001), et d’une insertion spécifique de l’Afrique dans des dynamiques de la globalisation des idéologies politiques et religieuses (Ould Ahmed Salem, 2011 ; 2013). Cela avait d’ailleurs été démontré par les travaux antérieurs consacrés non seulement au sempiternel débat entre réforme et tradition (Kaba, 1974 ; Kobo, 2009) mais aussi à « l’islamisme en Afrique » (Kane et Triaud, 1993) et même à la « radicalisation islamique en Afrique » (Otayek et al., 1993).

Pour autant, si le radicalisme islamique est dominant dans la période récente, il serait erroné d’y voir le seul champ concerné ni même de limiter au champ religieux les effets politiques de la radicalisation. Quelles autres formes de radicalisations seraient en cours au sein ou autour d’autres religions pratiquées en Afrique et leur degré de politisation éventuelle ? Quel est le rapport entre les différentes formes de radicalisation religieuse sur le continent ? L’actualité tend à faire oublier combien des régimes politiques en Afrique, pour mieux saisir les opportunités internationales liées à la guerre mondiale contre le terrorisme, ont considérablement durci leur attitude vis-à-vis de communautés musulmanes. On se rend compte également que des clivages sociaux se sont reconfigurés en affrontements entre communautés religieuses sous l’effet de ces discours ou d’autres acteurs religieux dont on a sous-estimé le rôle comme les Églises du Réveil, évangéliques ou pentecôtistes.

Le dossier cherche de façon particulière à s’appuyer sur des cas d’études africains afin de répondre à des questions plus générales : quelle est la part du religieux, du politique et du social dans les processus dits de radicalisation religieuse et de leur dérive violente ? Comment la radicalisation religieuse réelle ou perçue affecte-t-elle la vie politique, les rapports sociaux, et les modes de gouvernance, dans le contexte de la « guerre mondiale contre le terrorisme » et des projets de dé-radicalisation ? Quels sont les rapports entre les mouvements de renouveau religieux et d’autres dynamiques relatives aux débats intergénérationnels, au rôle des élites, à la réforme néo-libérale des économies du continent, aux luttes sociales et aux relations transnationales avec l’Occident et le monde musulman ? En quoi les recherches sur le terrorisme ou la radicalisation ainsi que l’offre de consultance sur ce sujet modifient ou

³ Citons le cas, entre autres, de la conférence intitulée “Islam and World Peace: Perspectives from African Muslim Non-violence Traditions” tenue du 11 au 13 septembre 2015 l’Institut d’études africaines de Columbia University (New York) en collaboration avec la confrérie mouride de Touba (Sénégal).

affectent la recherche sur d'autres objets comme la formation de l'État, l'économie politique, les inégalités ou le changement social ?

Si l'objectif n'est pas de cartographier la radicalisation religieuse sur le continent, ni de produire des analyses géopolitiques de l'avancée de l'extrémisme au Sud du Sahara, il est nécessaire que les auteurs potentiels puissent se prévaloir d'un usage du terme de radicalisation adossé à une connaissance assumée et explicite des enjeux attachés à cette notion. Autrement dit, la discussion par les contributeurs de la terminologie dans le cadre de leurs terrains respectifs est indispensable pour éviter de reprendre simplement une catégorie du discours politique. Cela permettra de préciser en quoi des réalités très différentes peuvent se retrouver derrière cette notion de radicalisation et donc de se confronter à la difficulté de la constituer en objet.

En s'efforçant de tenir compte de la perspective générale ainsi dessinée, les contributions pourraient s'articuler autour des trois axes suivants :

1. Radicalisations et contre-radicalisations religieuses

Il convient ici d'expliquer comment la montée du rigorisme religieux s'oppose concrètement, dans certains contextes, à une tradition plus modérée et comment des acteurs locaux et nationaux aux motivations diverses cherchent à proposer une contre-radicalisation selon des modalités et des formes n'entrant pas toujours dans les cadres étatiques nationaux ou internationaux de la « dé-radicalisation institutionnelle ». L'approche a déjà été adoptée pour le cas du Nigeria (Anonyme, 2012). Il a aussi été démontré qu'à un niveau micro-local, la confrontation entre salafistes et traditionalistes musulmans ne porte le plus souvent ni sur la politique ni sur la violence mais sur la valeur sociale du savoir religieux par exemple (Becker, 2006). Le salafisme dans nombre de pays n'a guère pris des formes violentes, même quand il a transformé le paysage religieux au point que l'on a pu parler d'un « salafisme africain » (Ostebo, 2015), y compris à un niveau parfois très localisé (Becker, 2006 ; Ostebo, 2012). Dans le même temps, la « guerre spirituelle » est devenue un slogan et une pratique chez nombre de pentecôtistes globalisés (Marshall, 2016).

En explorant cette thématique de la radicalisation sur le continent africain, le dossier entend indiquer combien c'est la sphère religieuse toute entière et ses rapports à l'Etat qui se sont transformés de façon continue suivant des lignes de force qui obéissent autant à des facteurs sociaux internes qu'à un certain état de la globalisation et des influences transnationales sur la vie politique et religieuse. Ce faisant, il s'agit de mettre en lumière certaines apories et de souligner les limites d'une approche « individualisante » et psychologisante de la radicalisation violente par exemple. On pourrait ainsi confirmer ce que l'observation des situations conflictuelles en Afrique sub-saharienne conduit déjà à soutenir, à savoir que le lien entre radicalisation religieuse et passage à la violence est souvent plus faible qu'on veut bien l'admettre.

2. D'un radicalisme à l'autre: par-delà le « terrorisme islamique »

En quoi des radicalisations religieuses non islamiques ont-elles pu évoluer, émerger ou se transformer dans une conjoncture où le « radicalisme islamique » tient le haut du pavé ? En quoi le poids du retour du religieux voire du djihadisme ont-ils affecté d'autres processus de radicalité ou même de violence ? Aborder la question sous cet angle permettrait de prendre du champ par rapport aux analyses conjoncturelles, tout en introduisant une nécessaire perspective comparative afin de revisiter de façon critique les analyses, les politiques et les usages de la radicalisation dans le champ social et politique, voire académique. Il s'agit d'interroger cette catégorie de « radicalisation » de façon plus large y compris en cherchant à déterminer quelles sont les relations de continuité et de rupture entre les radicalismes islamiques et les autres, y compris sur la longue durée et dans divers contextes africains. Cela revient à prendre en compte les changements récents et de mesurer leurs effets sur les rapports entre réformistes et conservateurs, tradition et renouveau, dans un contexte d'essoufflement des espoirs de démocratisation, de changements de l'économie politique des sociétés sub-sahariennes, de débats sur le rôle de la religion dans l'espace public, de réformes de l'éducation ou du droit de la famille par exemple.

3. Radicalisations et rapports au monde ?

Le facteur « radical » modifie le rapport de l'Afrique au monde dans des proportions peu étudiées. Les contributeurs chercheront moins à analyser la géopolitique descriptive du radicalisme qu'à aborder de façon frontale et explicite les implications de l'usage des notions du radicalisme et de la radicalisation sur le devenir de l'État, ses rapports à la société et son insertion internationale. Il conviendrait d'explorer notamment comment des éléments exogènes, proprement politiques ou sociaux, deviennent centraux dans le déclenchement de la violence et sa perpétuation sur le continent ou comment des ressortissants du sous-continent se retrouvent dans des réseaux dits « radicaux ». On pourrait aussi s'attacher à l'étude de la globalisation de certains répertoires de violence même s'il faut manier avec une grande prudence la thématique des réseaux sociaux et des révolutions 2.0.

Il conviendrait de se demander selon quelles modalités les petites guerres menées avec l'aide de pays occidentaux contre des groupes radicaux situés aux marges de sociétés africaines se transforment en longues guerres. Ces engagements militaires peuvent générer de nouvelles lignes de partage entre espace privé et espace public, entre droits citoyens et conformisme identitaire avec, à la clef, une nouvelle mise à distance de l'État hérité de la colonisation. En tout cas, à travers la multiplicité des analyses particulières, on pourrait retrouver l'immanence des expériences de l'arbitraire et de la violence comme prolégomènes à ladite radicalisation comme l'affirment de plus en plus les chercheurs sur l'Europe occidentale (Khosrokhavar, 2016 ; Moos, 2016) et souligner combien, en Afrique comme ailleurs, la radicalisation et la lutte anti-terroriste font système. Il convient dès lors d'explorer dans cet axe la manière dont les dispositifs internationaux nommément mis en place pour lutter contre la radicalisation ont pu indirectement concourir à renforcer des réalités que l'on range sous ce terme.

CALENDRIER

- 15 avril 2017 : date limite d'envoi des propositions d'article (max. 7000 signes espaces compris) à **Roland Marchal** (roland.marchal@sciencespo.fr) et **Zekeria Ould Ahmed Salem** (zekeriasalem@gmail.com)
- 30 avril 2017 : notification aux auteurs des propositions retenues par les coordinateurs du dossier
- 15 septembre 2017 : date limite d'envoi des articles sélectionnés (**max. 55 000 signes notes et espaces compris**) aux coordinateurs du dossier
- Mars 2018 : parution des articles acceptés par le comité de rédaction de *Politique africaine*

Bibliographie :

Anonyme, "The Popular Discourses of Salafi Radicalism and Salafi Counter-radicalism in Nigeria: A Case Study of Boko Haram", *Journal of Religion in Africa*, vol. 42, n° 2, 2012, p. 118-144.

Athena-Alliance Nationale des Sciences humaines et Sociales, *Recherches sur les radicalisations, les formes de violence qui en résultent, et la manière dont les sociétés les préviennent et s'en protègent. Etat des lieux, propositions, actions*, Paris, mars 2016, <http://cache.media.education.gouv.fr/file/03__mars/22/9/Rapport_Radicalisation_545229.pdf?ts=1457090184>

Barkindo, Atta, "How Boko Haram exploits History and Memory", Londres, Africa Research Institute, *Counterpoints Series*, octobre 2016.

Bayart, Jean-François, *Les fondamentalistes de l'identité. Laïcisme versus djihadisme*, Paris, Karthala, 2016.

Becker, Felicitas, "Rural Islamism during the 'War on Terror': A Tanzanian Case Study," *African Affairs*, n°105, 2006, p. 583-603.

Brigaglia, Andrea, « The volatility of Salafi Political Theology, the War on Terror and The Genesis of Boko Haram », *Diritto e questioni pubbliche (Palermo)*, 2015, p. 174-201.

Collovald, Annie, Gaiti, Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006.

Crettiez, Xavier, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue Française de Science Politique*, vol. 66, n° 5, 2016, p. 709-727.

Kaba, Lansiné, *The Wahhabiya. Islamic Reform and Politics in French West Africa*, Evanston, Northwestern University Press, 1974.

Kane, Ousmane et Triaud, Jean-Louis, *Islamismes au Sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1993.

Kepel, Gilles, *Terreur dans l'Hexagone*, Paris, Gallimard, 2015.

- Khosrokhavar, Farhad, *La Radicalisation*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2014.
- Kobo, Ousman , "The Development of Wahhabi Reforms in Ghana and Burkina Faso, 1960–1990: Elective Affinities between Western-Educated Muslims and Islamic Scholars," *Comparative Studies in Society and History*, vol. 51, n° 3, 2009, p. 502-532.
- Marshall, Ruth, "Destroying arguments and captivating thoughts: spiritual warfare prayer as global praxis", *Journal of Religion and Political Practice*, vol. 2, n° 1, 2016, p. 92-113.
- Moos, Olivier, « Le jihad s'habille en Prada. Une analyse des conversions djihadistes en Europe », *Relioscope, Cahiers de l'Institut*, n° 14, Paris, août 2016.
- Neumann, Peter, « The trouble with radicalization », *International Affairs*, vol. 89, n° 4, 2013, p. 873–893
- Ostebo, Terje, *Localising Salafism. Religious Change among Oromo Muslims in Bale, Ethiopia*, Leiden, Brill, 2012.
- Ostebo, Terje (dir.), Dossier « Salafism in Africa », *Islamic Africa*, vol. 6, n° 1-2, 2015 (a).
- Ostebo, T., « African Salafism. Religious Purity and the Politicization of Purity », *Islamic Africa*, Vol.6, n°1-2, p. 1-29, 2015 (b).
- Otayek, René (dir.), *Le radicalisme islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, MSH Aquitaine, 1993.
- Ould Ahmed Salem, Zekeria, "The paradoxes of Islamic Radicalization in Mauritania", in George Joffe (dir.), *Islamic Activism in The Maghreb. Politics and Process*, London, Routledge, 2011, p. 179-2005.
- Ould Ahmed Salem Zekeria, *Prêcher dans le désert. Islam politique et changement social en Mauritanie*, Paris, Karthala, 2013.
- Pratt, Douglas, « Islamophobia as Reactive Co-Radicalization », *Islam and Christian-Muslim Relations*, vol. 26, n° 2, 2015, p. 205-218.
- Robinson, David., *Paths of Accomodation. Muslim societies and French colonial authorities*, Athens, Ohio University Press, 2000.
- Robinson, D., *Les sociétés musulmanes africaines. Configurations et trajectoires historiques*, Paris, Karthala, trad. franç., 2010.
- Sanneh, Lamin, *Beyond Jihad. The pacifist tradition in West African Islam*, New York, Oxford University Press, 2016.
- Sanson, Fabienne (dir.), Dossier « L'Islam au-delà des catégories », *Cahier d'études africaines*, n° 206-207, 2012.
- Searing, James, "God Alone is King": *Islam and Emancipation in Senegal, 1859-1914*, Portsmouth, Heinemann, 2001.